

Rapport d'activité

I. Introduction et message de la présidente

Les approches genre et empowerment

Depuis quelques années, l'approche genre fait l'unanimité des discours et débats internationaux et est même privilégiée par les instances internationales.

En effet, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin, en 1995, (après celle du Caire en 1994) a énoncé des principes visant à réduire les inégalités dont sont victimes les femmes du fait de leur sexe.

Ces principes ont donné lieu à de nombreuses mesures pour intégrer les femmes au développement (IFD, Intégration des Femmes au Développement). Sévèrement critiquées, ces dernières seront remplacées, par la suite, par des approches en termes d'égalité de genre.

Dès lors, de nombreuses institutions de développement et d'ONG à caractère international se sont multipliées pour défendre les droits des femmes, combattre les inégalités de genre, ainsi que pour favoriser la promotion et l'émancipation des femmes.

L'empowerment, qui signifie « accès des femmes aux compétences » selon certaines institutions, ou « accès des femmes au pouvoir » selon les réseaux féministes mondiaux, s'est alors imposé comme nouveau modèle pour relever divers défis liés au monde du développement.

Ce point de vue défend l'idée que les individus possèdent en eux-mêmes la capacité d'agir pour devenir autonomes et améliorer leurs conditions de vie.

RESO-Femmes se situe dans cette lignée et tente d'agir sur le terrain malien pour que **l'autonomie sociale et politique des femmes soit effective et qu'elles aient accès aux ressources de la globalisation.**

L'empowerment s'inscrit ainsi dans le prolongement du développement durable et du « mainstreaming » (intégration et l'incorporation des idées et approches nouvelles dans les politiques et les pratiques), ce qui génère des défis conséquents.

En effet, comme le processus de mondialisation est étroitement lié à la vie quotidienne, les femmes de Mopti sont de plus en plus amenées à faire des choix qui affectent les sécurités existantes et leurs marges de manœuvre. Les formations mises en place par RESO-Femmes se chargent aussi d'assurer les systèmes de protection prévus à cet effet grâce à ses moyens d'anticipation et outils ethnographiques de l'anthropologie qu'elle applique sur le terrain.

Depuis octobre 2006, nos programmes à Mopti accompagnent les femmes pour satisfaire leur besoin d'émancipation politique et l'égalité de genre. De leur côté les femmes entreprennent des actions stratégiques pour passer de micro-projets associatifs de moins en moins rentables du fait des crises à des projets à long terme.

Pour cela, 5 modules-canevas de formation ont été élaborés au sein de notre ONG à Genève, pour les soutenir à chaque étape de leur évolution. Notre but consiste à multiplier le nombre d'élues au Mali et à former un leadership féminin formé d'entrepreneurs afin d'améliorer leur statut et renforcer leur empowerment.

Sur le terrain malien, nous avons élaboré une structure en réseau et encadrons activement les femmes par une formation « genre et empowerment », adaptée aux différents domaines d'action, qui sera détaillée dans le tableau ci-après.

En leur donnant également accès aux technologies, notre objectif consiste à élargir leur horizon de créativité et de construction professionnelle afin de leur permettre d'échapper à leur survie quotidienne. Nous les encourageons par exemple à proposer des actions de proximité nouvelles et des services plus efficaces à travers les TICs, notamment grâce à nos centres multimédia dans les quartiers et des services de consultation gérés par nos animatrices.

Nos programmes, soutenus par une réflexion poussée, prennent en compte ces différents enjeux (intégrés dans le programme-action) et veulent garantir de manière efficace l'accès des femmes aux ressources de la globalisation, les sortir de leur précarité et enfin donner une plus grande visibilité à leurs actions et innovations.

Pour faire suite à la demande de nombreuses associations et dans le cadre de sa propre extension, RESO-Femmes lance son programme d'action et d'expérimentation dès 2009 pour les 9 régions du Mali (son projet-pilote de base se situant à Mopti). Ces actions et expérimentations s'exécuteront en interaction avec des travaux de recherche sur le sens des réseaux transnationaux dans les régions voisines (Burkina-Faso, Sénégal, Niger, Togo, Bénin, etc.) ainsi qu'avec une réflexion globale concernant l'impact des politiques internationales sur les différents groupes concernés.

Le dispositif malien

Depuis la démocratisation de 1991, le gouvernement malien a adopté des mesures juridiques en faveur des droits des femmes et des politiques publiques afin de soutenir leur promotion.

Ces mesures donnent lieu à une plus grande représentativité des femmes dans les ministères et dans les administrations supérieures. Cependant, bien que le nombre d'élues se soit multiplié, leur marge de manoeuvre et leur pouvoir au sein du gouvernement local demeurent restreints.

Une récente expertise réalisée sur les élues de Mopti démontre que leurs rôles sont multiples. Elles sont les médiateurs civils et règlent les litiges des quartiers. Elles sont également celles qui rassemblent et garantissent la sécurité démocratique des différents groupes, mais ne possèdent pas d'accès véritable aux décisions.

Dans les régions, les élues des collectivités et représentantes de la société civile se chargent de la gestion des quartiers et deviennent ainsi les nouveaux piliers

sécuritaires des quartiers (place précédente des chefs de quartier). Elles doivent donc concilier les mécontentements des populations et écouter leurs plaintes à l'égard des collectivités mais sans qu'aucune structure ne les aide efficacement dans ces diverses responsabilités.

Depuis la décentralisation de 1993, les ressources (FMI, Banque mondiale, PNUD) passent par les puissantes ONG transnationales de la capitale qui travaillent avec l'Etat ou les centres décisionnels des communes tenus par les hommes. Le rôle des élues et des associations féminines de la « base » (locales) s'en trouve dévalorisé et invisible.

Conscientes de ces enjeux de leur rôle capital dans la création d'infrastructures, les élues et le leadership que nous formons rivalisent aujourd'hui grâce à leurs prestations et services de proximité avec les élites des mouvements démocratiques et syndicaux de 1991 mais ne perçoivent rien des flux monétaires destinés au leadership féminin dans les collectivités régionales. En effet, les institutions continuent, par l'intermédiaire des gouvernements, de déployer les ressources aux ONG de la capitale qui restent les intermédiaires principaux entre les promoteurs extérieurs de défense des droits de l'homme et la sécurité collective.

Les services, en quoi consistent-ils ?

Les services déployés s'inscrivent dans la perspective des engagements pris par le gouvernement malien et des conventions de Pékin, qui luttent contre toutes les formes de discriminations. La notion d'empowerment, comme celle de l'égalité, insiste sur l'aspect normatif des " mesures " préconisées dans les conférences internationales. Contrairement aux anciennes méthodes, ces dernières sont politiques. En effet, elles invitent les gouvernements à se conformer à un cadre de protection juridique destiné à protéger les droits des femmes et à adopter des politiques publiques qui les intègrent pleinement.

Malheureusement aucune instance ou législation sur le plan local ne répondent à cette volonté générale d'intégrer les femmes dans les objectifs prioritaires de lutte contre la pauvreté. Dans la pratique, ce rôle devrait être tenu par les conseillères en étroite collaboration avec le leadership de la société civile, formées par nos soins, qui se chargeraient de les faire appliquer.

Dans ce contexte, le manque d'infrastructures des collectivités ainsi que le flou juridique des administrations décentralisées en matière de répartition et de distribution des ressources dessert particulièrement le leadership local.

Aujourd'hui, par exemple, de nombreuses communes mettent en avant dans leurs programmes la dimension du genre et sollicitent de plus en plus de fonds des gouvernements ou des collectivités du Nord sans qu'aucun mandat ne soit confié aux élues et responsables d'associations.

Notre expertise et nos enquêtes du milieu montrent que ces dernières n'ont aucun accès à la gestion des budgets alloués pour les femmes de la région. Les fonds, y compris ceux qui découlent des institutions internationales et des mesures de Pékin sont noyés dans les grands chantiers urbains de la ville, et

profitent surtout aux clans notables, qui tentent d'attirer les dirigeantes associatives en échange de soutien pour leurs candidatures. **Les quatre élues de Mopti se sont associées et veulent se rapprocher du leadership associatif.** Elles comptent s'intégrer aux programmes « formations des formateurs » pour le réseau national et mettre **à profit leur expérience dans le domaine de la décentralisation dans le cadre de nos formations.** (L'une des quatre élues de Mopti fait d'ailleurs déjà partie des animatrices de RESO-Femmes).

RESO-Femmes en tant qu'ONG internationale de défense des droits et du statut des femmes profite de son rôle d'interface entre Genève et le Mali pour mobiliser des ressources et adapter ses programmes aux enjeux locaux, nationaux et internationaux afin de mettre en valeur l'action des femmes et leur expérience en développement durable, concept qui n'est pas nouveau pour elles.

Actuellement, la mise en oeuvre de projets en réseaux (santé, éducation, agro-pastoral, micro-entreprises) soumis à nos partenaires du domaine public et privé est conçue spécialement pour répondre à ces besoins stratégiques et à leur volonté d'émancipation.

Par ailleurs, un autre volet de nos formations consiste à informer les femmes de leurs droits et de leur récente citoyenneté afin qu'elles puissent, par elles-mêmes, en mesurer les enjeux et se préserver au mieux des manipulations ou de toutes formes de domination.

Ce travail nous a demandé une organisation précise ainsi qu'une préparation minutieuse au préalable pour conscientiser les femmes sur leurs enjeux et transformer ce qu'elles considéraient être leur destin de femmes en action collective et solidaire.

Qu'est que le RESO-Femmes de Mopti?

Le RESO-Femmes de Mopti est un réseau local initié en 2005 par les femmes de la 'base' pour accéder aux ressources de la globalisation et pour assurer la visibilité de leurs actions et innovations sur la scène internationale. Dans ce sens, la globalisation s'entend au domaine culturel, social, politique et économique, ce qui la distingue des autres réseaux braqués sur l'idée d'un contre-pouvoir contre les effets hégémoniques de la mondialisation, fondée essentiellement sur le capitalisme économique. Nous-mêmes concevons que la globalisation **est une brèche d'ouverture au pouvoir traditionnel que les femmes africaines ne veulent en aucun cas manquer.**

RESO-Femmes se bat pour que leur charge de travail quotidienne leur apporte un revenu régulier et décent, susceptible d'améliorer leur statut. A Mopti, les femmes restent sous-représentées dans les administrations publiques et les activités commerciales de la ville et leur lieu de commerce et d'échange se restreint, le plus souvent, aux étalages du grand marché.

Les nouvelles charges de travail confiées aux femmes auprès des populations et leurs responsabilités **doivent impérativement être accompagnées d'un droit d'accès direct à la gestion de ces ressources.**

Progressivement, le RESO-Femmes de Mopti impose une philosophie particulière

et déstructure « naturellement » les cadres traditionnels de l'action politique grâce à la force de son réseau et par la multiplication de ses adhérentes. A travers son bureau de recherche et d'action à Genève, [notre organisation s'efforce de mettre en lumière leurs innovations pour les projets durables.](#)

Comment RESO-Femmes concrétise le développement durable ?

Au Mali, les femmes sont sous-représentées dans la conception, la mise en oeuvre et le contrôle des politiques publiques ainsi qu'au niveau de l'initiative entrepreneuriale privée. Bien que le gouvernement malien ait adopté dès 1991 de nombreuses mesures en faveur des droits des femmes, le processus de développement des réformes dans le cadre des collectivités reste lent. De ce fait, les femmes possèdent encore un accès très limité aux ressources.

Depuis 2005, l'ONG RESO-Femmes a commencé un travail de fond dans la région de Mopti pour enseigner et faire reconnaître **les droits des femmes** en temps que citoyennes et développer les mécanismes de solidarité avant d'aborder l'identification des besoins et de mettre en place les moyens (formation et soutien technique, mise en place des infrastructures) pour la réalisation des projets en réseau.

Les associations de femmes ont obtenu de bons résultats et commencent à s'organiser efficacement en réseau dans différents domaines: **santé, éducation, agro-pastoral et micro-entreprises**, en initiant elles-mêmes des projets innovants pour la collectivité à partir de leurs associations à la base. Par conséquent, elles sont maintenant en mesure de lancer des infrastructures au niveau régional et national afin d'aider et répondre aux besoins des collectivités locales.

A présent, ces actions doivent être poursuivies pour impliquer un plus grand nombre de femmes dans la région de Mopti et être étendues au niveau national. Pour mettre tout cela à exécution, l'ONG RESO-Femmes recherche des financements, en particulier pour ses ateliers et ses projets qui ont besoin d'infrastructures durables.

Le texte ci-dessous décrit les actions précédentes ainsi que les projets qui découlent de nos programmes.

II. Le projet-Pilote : des réseaux sectoriels aux infrastructures

1. [Ce qui a été fait](#)
 - 1.1. [L'organisation en réseaux et la formation initiale](#)
 - 1.2. [Des associations aux quatre réseaux sectoriels et leurs objectifs](#)
 - 1.3. [Les projets en cours](#)
2. [Le déploiement des projets](#)
 - 2.1. [Les retombées locales](#)
 - 2.2. [Le Réseau national](#)

3. Conclusion

1. Ce qui a été fait

L'action RESO-Femmes Mopti a été mise en place en avril 2006. La première phase a consisté à regrouper 40 leaders d'associations de femmes et à les former à la gouvernance citoyenne. Puis ce sont elles qui ont transmis et continuent à transmettre leurs acquis aux membres de leurs associations. Cette phase a aussi contribué à l'identification des besoins et à la préparation des projets, tout en initiant les contacts avec les autorités.

1.1. L'organisation en réseaux et la formation initiale

L'action RESO-Femmes Mopti réunit 20 associations, soit 350 membres au total. Les 40 leaders se rencontrent autour d'une assemblée générale qui administre les affaires de tous les membres. Son rôle est de rendre compte des avancements des travaux des groupes et de régler les litiges entre particuliers. Elle impose aux membres, au-delà des règles de bonne conduite, un devoir moral qui régule leur comportement et atténue les divisions. Sa fonction est celle d'un conseil exécutif qui vote les décisions à l'unanimité.

Ce sont ces leaders qui ont d'abord reçu la «formation des formateurs» pour être sensibilisées, à travers des séances ludiques et didactiques, à l'importance de la gouvernance locale comme opportunité pour renforcer leur statut. Des animations et séances régulières ont été dispensées par cinq personnes dont la responsable des programmes «formation des formateurs» en mission à Mopti et une élue de Mopti.

Le volet «restitution» a ensuite permis aux leaders de transmettre aux femmes membres des associations les informations reçues et de les soutenir dans des démarches civiques, administratives et juridiques pour garantir leur citoyenneté et protéger leur statut. Cette formation a par ailleurs permis de conscientiser les membres sur leurs droits universels.

Une formation informatique a initié les leaders à l'usage d'internet et aux outils de messagerie ainsi qu'à l'importance des centres multimédia qui seront intégrés aux centres de formation de RESO-Femmes par le Fonds de Solidarité Numérique (FSN)¹ dès 2009. Les femmes auront alors accès à des ressources extérieures pour leurs activités.

Un des objectifs de ces formations initiales était aussi d'aider les leaders à identifier les projets et à réaliser un dossier de présentation de leur projet et de leur organisation en réseau auprès des partenaires nationaux (Jubilé coopération suisse Nov. 2007).

Les objectifs spécifiques des formations ont donc été atteints. Les femmes commencent à travailler ensemble et à percevoir les réseaux comme un outil d'appropriation et d'accès aux ressources, qui pourra assurer à terme leur l'autonomie, à la fois sur le plan local, national et international.

¹ FSN : Fonds de Solidarité Numérique

1.2. Des associations aux quatre réseaux sectoriels et leurs objectifs

La mise en place de réseaux s'inscrit dans la dynamique des conventions internationales qui découlent de la Conférence de Pékin de 1995. Les 40 associations, par leur assemblée générale, ont décidé de s'organiser en quatre réseaux dans les domaines de la santé, l'éducation, agro-pastoral et micro-entreprises.

Le Réseau Santé regroupe des associations ayant un volet santé dans leur programme, c'est à dire qu'elles luttent contre les MST, le VIH/SIDA, le paludisme, etc., mais aussi contre la pollution et pour l'assainissement de l'eau. Ces associations qui agissent aux niveaux local et national doivent sans cesse négocier avec les élus et participent à des campagnes de santé nationales.

RESO-Femmes forme actuellement les 10 leaders (5 associations) à la tête de ce réseau durant deux sessions semestrielles, et ceci durant 3 ans. L'objectif est de créer un accès plus égalitaire aux systèmes de soin et de pallier les manques d'infrastructures dans les CESCOs (centres de soins communautaires qui existent dans tout le Mali). Au delà des connaissances médicales et d'hygiène, ces femmes reçoivent des formations capitales pour comprendre et expliquer les enjeux de ces centres, et pour aider à contourner et à dépasser les idéologies liées à l'hygiène et la santé.

Le Réseau Education vise à renforcer l'alphabétisation des populations par la mise en place de mini-structures dans les quartiers, qui sont une priorité pour RESO-Femmes. Les femmes et les jeunes vivant en ville sont très souvent «les oubliés du développement». Dans la région de Mopti, le taux d'analphabétisme atteint 80% des femmes. Les enseignantes, 10 leaders (5 associations) réunies dans ce réseau, apportent un soutien aux programmes éducatifs (enseignement dans les différentes langues ethniques, des techniques de communication, organisé par les institutions internationales) de leur quartier et elles proposent d'enseigner les droits citoyens et d'orienter les populations en organisant une permanence juridique et administrative hebdomadaire. L'éducation des veuves et des jeunes filles en situation précaire est prioritaire.

Le Réseau Agro-pastoral essaie de trouver des solutions aux risques et aux problèmes environnementaux et sanitaires et de remédier aux dangers qu'ils impliquent pour les cultures, productions locales et pour la santé des habitants. C'est par ce secteur que les 10 leaders (5 associations) veulent améliorer la situation de leurs membres et remédier à la précarité des populations les plus pauvres de la ville. En effet, les parcelles maraîchères sont délocalisées vers l'extérieur de la ville, au profit d'une spéculation foncière grandissante, augmentant encore les problèmes d'accès à l'eau, en particulier à de l'eau potable.

Le Réseau Micro- entreprise a pour objectif de favoriser la création d'emplois et par là d'opportunités de revenus, en particulier pour les populations fragiles. Les petites et moyennes entreprises ont pu profiter des changements de l'environnement économique récent. Cependant, appartenant à la catégorie sociale la moins qualifiée, les femmes sont les premières touchées par la crise et le phénomène d'exclusion sociale. Le réseau Micro-entreprises les aidera à trouver des investisseurs privés extérieurs et ainsi à avoir accès aux matières premières et aux biens d'équipements.

1.3. Les projets en cours

La description des objectifs de ces projets montrent la possibilité de synergies entre les réseaux : éducation/ santé, éducation/ agro-pastoral (maraîchage), etc. Tous les projets prennent en compte la protection de la nature et de la culture locale.

1. Le projet *agro-pastoral* «**Maraîchage-Bintou**».
2. **Le projet éducation** «**Atelier prêt-à-porter RESO-Femmes**»
3. **le second projet éducation** «**cafétéria-cantine, RESO-Femmes Mopti**»
4. **Le projet micro- entreprise** de «**transformation de la farine Wassa**»
5. Le second **projet micro- entreprise** «**Marché couvert de poissonnerie**»
6. **Le projet santé** «**centres palliatifs aux cescoms et mutuelles de santé**».

2.1. Les retombées locales

Les innovations techniques et technologiques que nous utilisons respectent la biodiversité encore existante au Mali et les savoirs préexistants des populations. Nous pensons que l'artisanat et la technologie moderne bien orientée, ne sont pas contradictoires, mais se vivifient mutuellement. Mais il y a de notre part surtout la volonté humaine : celle d'améliorer la position des femmes grâce à des productions locales, de qualité et plus rentables afin de lutter efficacement et durablement contre la pauvreté.

Les besoins substantiels qui doivent être adaptés aux rythmes et priorités des femmes et des groupes minoritaires, ne sont pas toujours compris par des partenaires qui optent pour des résultats immédiats, alors que nous comptons sur la durabilité de nos programmes et des actions innovantes des femmes.

2.2. Le Réseau national

Des négociations sont en cours avec les collectivités territoriales du Mali pour l'ouverture de centres multimédias dans les 9 régions du Mali (Bamako, Ségou, Sikasso, etc.). Plus que des interlocuteurs, des partenariats sont nécessaires

Nos centres s'intègrent dans toutes localités décentralisées dans lesquels doivent se réunir 20 associations dont les activités principales couvrent au minimum un de nos domaines (santé, éducation, agro-pastoral, micro-entreprise) et qui

accepte les clauses du réseau PARI (Professionalisme, Administration, Renforcement, Innovation). Chaque région recevra son label PARI-Mopti, PARI-Bamako, PARI-Ségou, etc. au fur et à mesure de l'implantation des programmes de RESO-Femmes et de l'ouverture de nos centres multimédia.

Les associations membres sont des partenaires exclusifs de RESO-Femmes durant toute leur formation, Elles seront ensuite aidées pour leur expansion par les collectivités (nationales et régionales), afin de donner une cohérence nationale et une unité aux différents ateliers qui couvriront au total les 9 régions du Mali.

L'engagement s'établit à partir d'une charte commune qui lie les parties et chacun des réseaux à s'engager et se soutenir mutuellement. Le projet pilote MOPTI sert de base et de modèle au type d'organisation et d'objectifs à atteindre ainsi de lieu de recherche et d'expérimentation des réseaux et des programmes.

Les Modules-canevas réalisés à partir de Genève servent aux différents enseignements qui sont donnés par la présidente et responsable des programmes ainsi que par des intervenants extérieurs, ainsi que par l'équipe d'animatrices et les consultants maliens formés sur place " formation des formateurs ". Des modules et ateliers, tel que le no 5 " préparation aux élections " s'adressent aux autres groupes des collectivités (associations d'hommes, de jeunes, d'artisans, de commerçants, etc.).

A terme, nous prévoyons d'agréer et de soumettre ces projets à l'Unesco comme modules d'enseignement national agréé " TICs et empowerment des femmes par le développement durable ". Notre objectif est de faire reconnaître les animatrices permanentes des centres de RESO-Femmes et de leur donner un statut officiel d'animatrices professionnelles et mobiles. (Unesco-Bamako déjà contacté à cet effet)

3. Conclusion

Les programmes de RESO-Femmes

Plusieurs indicateurs concernant l'avancement de nos groupes nous permettent, aujourd'hui, de penser que nos programmes à terme assureront un développement durable des régions sans que des déséquilibres ou des problèmes de confrontation ou d'injustice ne se posent, ceci grâce en partie aux technologies et un accès équitable aux ressources dans les régions les plus défavorisées.

Aujourd'hui, 5 modules-canevas ont été élaborés en fonction de chacun des domaines d'intervention. Ils sont conçus à partir des données anthropologiques selon les différents thèmes abordés (information et sensibilisation, luttes citoyennes, encadrement socio-économique, « formation des formateurs », participation électorale.

Notre action a la particularité de combiner formation, réflexion et ajustements réguliers en fonction des enjeux qui se jouent sur le terrain (domination, idéologies, hiérarchies, rivalités entre les groupes, coup de théâtre

institutionnels, coutumes, mais aussi effets d'appropriation, innovations, résistances, émancipation des groupes, etc.).

Des missions régulières sur le terrain (3 à 4 par année) aidée des consultants ont permis de structurer en réseau 4 secteurs d'activités : santé, éducation, agro-pastoral et micro-entreprises.

Nos formations dans ce sens n'ont fait que renforcer leur intuition de s'ouvrir sur l'extérieur. Ainsi, malgré les nombreux périples et tentatives régulièrement d'absorption de la part des groupes locaux et d'institutions dominantes, le réseau a fait preuve de résistance et continue à exister et être opératoire à Mopti.

Des réseaux d'aide au développement durable

La culture malienne veut intégrer modernité et traditions afin de mieux lutter contre la pauvreté et anticiper la dégradation de son environnement. L'aider est le PARI que s'est fixé RESO-Femmes à partir du projet pilote MOPTI et de ses programmes (identification des besoins, recherches scientifiques, expertises politiques et mise en œuvre des stratégies d'actions, ajustement, évaluation, concrétisation, etc. en cours 2006-2009). Ce projet dans sa troisième phase d'avancement (formation citoyenne et politique, mise en place des ateliers pour les 4 réseaux, concrétisation des infrastructures avec nos partenaires publics/privés) est prêt pour son extension et son développement en réseau national à partir des associations nationales que nous formons. Toutes ces associations prennent naissance dans les régions et deviennent nationales pour perdurer et se soutenir entre elles.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont un des buts est de promouvoir l'égalité, leur empowerment et leur autonomie en les formant en réseaux (en référence aux recommandations de la conférence de Pékin 1995 et du sommet de Johannesburg sur le développement durable en 2002). [Des soutiens aux investissements en infrastructure et en formation sont nécessaires de la part de bailleurs extérieurs pour que ces activités puissent se concrétiser durablement.](#)

Nadège chell

Présidente et responsable
des programmes,

©reso-femmes Genève, octobre 2008

Budget 2008-2009 des infrastructures par projet : Les montants indiqués couvrent le projet pilote initial à Mopti.

Projet	Type d'Infrastructures :	Budget CHF	Autres activités
Cafétéria-cantine, RESO-Femmes Mopti	Aménagement terrasse et matériel de cantine	83.000	Ateliers de formation et de sensibilisation " Alimentation et environnement "
Atelier prêt-à-porter RESO-Femmes	Equipement semi-industriel et amélioration de l'atelier existant, ouverture et aménagement d'une boutique	56.000 (A évaluer après atelier)	Ateliers "Education citoyenne et permanence juridique dans les quartiers, sensibilisation des groupes à l'emploi"
"Maraîchage-Bintou "	Aménagement 2 hectares de terre	240.000	Ateliers " valorisation des produits de terroirs et préservation de la diversité des cultures, sensibilisation des groupes à l'emploi dans des secteurs agricoles porteurs "
Transformation de la farine Wassa	Aménagement d'une chaîne de transformation	150.000	Ateliers scolaires et d'apprentissage aux techniques de conservation et de transformation
Marché couvert de poissonnerie	Aménagement marché couvert équipés de chambres froides, etc.	210.000	Ateliers scolaires et de sensibilisation " eau et environnement, respect de la biodiversité dans le domaine de la pisciculture"
Expertise et recherche Anthropologie politique et analyse de genre dans le cadre de la globalisation (élections et développement durable) (missions)	Les quatre infrastructures Réalisation de 5 Modules-canevas de formation	88.680	" Ateliers : 1. Les politiques publiques et l'analyse de genre dans le cadre des élections, 2. l'humain et son écosystème dans le cadre d'un développement durable. Méthodologie : Dynamiques régulières et mise en situation des groupes, gestion et renforcement des capacités du leadership et de leur empowerment afin d'atteindre les objectifs fixés"

Administration et personnel consultants " Formation des formateurs " : 31.000 CHF annuel par projet

Ces budgets couvrent les premières infrastructures destinées à améliorer les techniques de base et l'investissement semi-industriel destiné à renforcer les productions. En 2009, dès l'accord des budgets associant des laboratoires du Nord et universités maliennes, les formations citoyennes pourront commencer pour les 8 autres centres de Ségou, Kayes, Koulikoro, Kidal, Tombouctou, Sikasso, Gao, Bamako. (20 associations de la commune II sont officiellement inscrites depuis mars 2008).

